

AUX MEMBRES EN VUE DE L'AG - CONTEXTE

Chères et chers membres,

Le jeudi 17 septembre, nous allons discuter et voter ce programme pour les élections cantonales 2027.

Il a été réalisé grâce au travail effectué par nos député·e·s qui ont, à partir de leurs efforts durant la législature passée (2022-2027), et au vu du contexte actuel, ainsi que de ce qu'il reste à faire pour la prochaine législature (2027-2032), arrêté des axes d'action qui forment l'ossature de ce programme. Des petits groupes ont travaillé sur chacun et développé les propositions contenues ici.

Nous avons ici voulu éviter un programme exhaustif qui ne sera lu par personne pour nous concentrer sur des ambitions et des mesures concrètes pour chaque thème, qui parlent aux Vaudoises et aux Vaudois, et à notre électorat.

Il y a trois parties dans ce document:

- un contexte général
- nos ambitions pour chaque thème
- les mesures concrètes proposées pour y arriver

➔ **Merci de ne pas commenter la forme mais le fond et de limiter vos amendements aux MESURES (*troisième partie; pp.11-13*) car ce sont elles qui sont le cœur de ce document et qui feront l'objet de flyers thématiques spécifiques lors de la campagne et qui serviront de repères pour l'élaboration de nos propositions parlementaires pour la prochaine législature.**

Merci pour avance pour votre contribution.

ELECTIONS CANTONALES 2027

AXES PROGRAMMATIQUES DES VERT·E·S VAUDOIS·ES

Contexte

Le réchauffement climatique n'est plus une éventualité, ni une menace lointaine et un brin hypothétique. Nous en avons subi les conséquences pendant l'été 2026, qui a vu nos écosystèmes, notre **agriculture** et plus généralement notre santé et notre qualité de vie mis à rude épreuve.

La crise du climat est fortement liée à celle de la **biodiversité**, qui s'érode d'année en année dans notre pays, avec la destruction des milieux naturels et des activités humaines toujours plus invasives.

Nous nous trouvons à un croisement : soit nous agissons concrètement pour préserver notre **environnement**, soit nous risquons fort d'en payer un très lourd tribut ces prochaines années.

Mais le changement climatique n'est plus seulement un enjeu environnemental ; il est également devenu un enjeu **économique**. Les épisodes de chaleur extrême, de sécheresses, d'intempéries qui s'enchaînent à un rythme inédit ont désormais un impact important sur le coût de la vie. Les ménages voient augmenter leurs dépenses de logement, d'assurance, d'énergie, d'alimentation ou encore de santé. Les entreprises doivent adapter leurs bâtiments, les méthodes de production et leurs chaînes d'approvisionnement. Les premières victimes sont toujours les mêmes : les ménages aux revenus modestes et les PME.

Pourtant, la transition écologique n'est pas une charge supplémentaire. C'est notre meilleure politique de protection du **pouvoir d'achat** à moyen et long terme. Notre politique économique poursuit ainsi deux buts: atténuer les causes du changement climatique en accélérant la transition de notre économie et adapter notre canton afin de limiter les coûts qui en découlent. Si la transition coûte de l'argent, l'inaction est bien plus onéreuse!

Les dérèglements climatiques représentent, enfin, désormais un défi majeur de **santé publique**. Canicules plus fréquentes et plus intenses, pollution de l'air, événements météorologiques extrêmes, nouvelles maladies et évolution des risques sanitaires ont des conséquences directes sur la santé de la population vaudoise.

Étant donné que 25% de la population sera à la retraite en 2040, et au vu de la pénurie de professionnel-le-s de santé, l'organisation de notre système sanitaire doit être repensée. Les personnes âgées, les enfants, les personnes atteintes de maladies chroniques ou en situation de handicap sont particulièrement vulnérables aux conséquences du réchauffement climatique. Pour les Vert·e·s, la politique de santé doit poursuivre un double objectif : atténuer notre impact sur le climat et adapter notre système sanitaire aux changements déjà en cours, pour protéger durablement la santé et la qualité de vie de toute la population vaudoise. Cela passe notamment par davantage de prévention, des soins proches des lieux de vie et des environnements favorables à la santé.

Face à cette réalité du changement climatique, deux réponses sont possibles : subir année après année, ou investir dès aujourd'hui pour réduire les coûts durablement.

Pour les Vert·e·s, le temps est plus que jamais à l'action, pour nous adapter à cette nouvelle donne, mais aussi et surtout faire tout notre possible pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, responsables de cet emballement climatique. **Les solutions existent**, et les Vert·e·s les mettent en avant depuis longtemps. Il s'agit maintenant de progresser en février pour pouvoir être davantage représenté·e·s au Parlement et être mieux et plus vite en mesure de les appliquer concrètement.

* * * * *

1 Agriculture

Nous voulons créer un poste de délégué·e cantonal·e à l'agriculture et à la souveraineté alimentaire

Créer une fonction transversale chargée de développer et mettre en œuvre une stratégie vaudoise de l'agriculture et de l'alimentation, en faisant le lien entre production agricole, alimentation, climat, biodiversité, santé, restauration collective et aménagement du territoire.

Elle aurait notamment pour mission de rapprocher producteurs/productrices et consommateurs/consommatrices, développer les filières locales, favoriser les circuits courts et augmenter la part de la production vaudoise consommée dans le canton, notamment dans la restauration collective.

Cette mesure prolongerait concrètement la démarche de souveraineté alimentaire actuellement portée au Grand Conseil.

Nous voulons lancer un programme cantonal « Eau et agriculture 2040 »

Plutôt qu'une simple aide à l'irrigation, développer une véritable stratégie de sobriété et de partage de la ressource en eau face aux sécheresses.

Le Canton soutiendrait la récupération et le stockage des eaux de pluie, les systèmes d'irrigation économes, la réutilisation de l'eau lorsque cela est possible, les dispositifs limitant l'évaporation au pied des arbres et des vignes, ainsi que des projets pilotes de production autonome d'eau dans les alpages ou exploitations isolées (ex: Générateurs Aquaer – Générateurs d'eau innovants).

Les aides seraient prioritairement destinées aux solutions économes et collectives, par exemple des infrastructures partagées entre plusieurs exploitations. Le principe politique serait clair : adapter l'agriculture à la raréfaction de l'eau sans instaurer un droit illimité de l'agriculture à puiser dans les nappes, cours d'eau et lacs.

Le Canton finance déjà notamment adductions et irrigations et son *Plan climat* prévoit l'adaptation de l'agriculture : il s'agirait donc de réorienter progressivement ces outils vers la sobriété hydrique.

Nous voulons favoriser des fermes transmissibles plutôt que toujours plus grandes

Il est nécessaire d'aider les jeunes agricultrices et agriculteurs à reprendre plus facilement des fermes quand les propriétaires prennent leur retraite, pour éviter que les terres ne soient abandonnées ou rachetées par de grandes entreprises. Il est nécessaire, pour cela, de mettre en place une stratégie cantonale de renouvellement générationnel en s'appuyant sur les dispositifs déjà développés par les organisations paysannes plutôt que de créer une nouvelle « bourse des fermes ».

Le Canton pourrait soutenir financièrement l'accompagnement des transmissions hors cadre familial, faciliter l'accès au foncier et au financement des jeunes repreneurs/repreneuses et des femmes paysannes, et adapter ses aides afin de ne pas favoriser systématiquement l'agrandissement et l'endettement des exploitations.

Le FIR constitue déjà un levier important puisqu'il peut notamment soutenir la reprise hors cadre familial et l'acquisition de terrains ou bâtiments.

Nous voulons mettre la recherche agronomique directement au service des fermes

Créer un programme cantonal de vulgarisation et d'accompagnement à la transition agroécologique permettant aux exploitations vaudoises d'accéder concrètement aux résultats de la recherche sur la fertilité des sols, la biodiversité, l'adaptation climatique et la réduction des intrants.

Plutôt que créer un nouveau diagnostic cantonal, financer et diffuser les outils existants – notamment le Diagnostic Agriculture Paysanne – et renforcer les collaborations avec la recherche, la vulgarisation agricole et les organisations paysannes. Le DAP est déjà opérationnel en Suisse romande pour plusieurs types d'exploitations.

Cette orientation pourrait aussi s'appuyer sur la nouvelle station d'essais « Sols agricoles » de Grange-Verney, créée précisément pour rapprocher recherche, pratique agricole et vulgarisation.

Nous voulons soutenir une agriculture paysanne diversifiée et rémunératrice

Cultiver la terre et nourrir la population est un élément essentiel de notre survie. Cette production alimentaire doit se faire au plus près du consommateur et de la consommatrice final·e et dans des conditions qui permettent à celles et ceux qui nous nourrissent de vivre dignement et sans concurrence déloyale. Avec des critères écologiques et sociaux qui préservent la santé des consommateurs et consommatrices, celle des agriculteurs et agricultrices et qui permet à celles et ceux qui nous nourrissent de vivre dignement.

Créer un véritable droit à la diversification des exploitations en simplifiant les démarches et en renforçant les aides pour la vente directe, la transformation à la ferme, l'agritourisme, l'accueil social à la ferme et les infrastructures collectives de transformation et de commercialisation.

Y intégrer un soutien spécifique aux petits élevages locaux respectueux du bien-être animal et de l'environnement, afin de distinguer politiquement l'élevage paysan vaudois des productions animales industrielles et des importations à bas prix.

2 Biodiversité, climat et énergie

Nous voulons nous donner les moyens de tenir au minimum les objectifs fixés par les Accords de Paris sur le climat

La Suisse et le canton de Vaud doivent tenir leurs engagements, et se donner les moyens de réduire le plus rapidement possible les émissions de CO², tant sur leur territoire que celles effectuées à l'étranger, via notre consommation, l'action des entreprises multinationales, etc.

Nous voulons accompagner l'adaptation au réchauffement climatique

L'inaction de ces dernières décennies a ses conséquences : le climat se réchauffe et nous le vivons sur notre peau. Nous demandons que le Canton et la Confédération se dotent d'un plan d'action et d'investissements pour faire face à cette nouvelle donne, et agissent concrètement pour adapter notre agriculture, mieux protéger nos forêts, aider la nature à tenir le coup et protéger les plus faibles.

Nous voulons redonner à la nature la place qui lui revient

La nature a énormément souffert du développement sans freins des activités humaines depuis le début de l'ère industrielle. Des milieux tels que les marais ou les prairies sèches ont fondu comme peau de chagrin, et de nombreuses espèces animales jadis prospères ont disparu ou sont en passe de l'être.

Il faut redonner à la nature l'espace qui doit être le sien, et passer d'une optique protectrice en matière d'environnement à une politique plus offensive, visant à recréer des espaces naturels, renaturer et offrir aux espèces animales et végétales le cadre propice à leur épanouissement.

Nous voulons achever la transition énergétique

La sortie des énergies fossiles est une nécessité, mais aussi et surtout une opportunité. Les alternatives au pétrole et au gaz, mais aussi au nucléaire, existent, et permettent de créer des emplois et du bien-être ici et maintenant. Nous voulons que le développement des énergies renouvelables soit soutenu et accéléré, sans sacrifier au passage la biodiversité.

3 Pouvoir d'achat et économie

Nous voulons faire de la transition écologique un investissement pour le pouvoir d'achat

Les dépenses de rénovation énergétique, de production locale d'énergie ou de mobilité durable permettent de réduire durablement les charges des ménages et des entreprises. Chaque franc investi aujourd'hui évite des dépenses plus importantes demain.

Nous voulons construire une économie vaudoise plus résiliente

Les crises récentes ont montré notre dépendance aux importations, aux énergies fossiles et à certaines chaînes d'approvisionnement.

Nous voulons renforcer l'économie locale, favoriser les circuits courts, développer l'économie circulaire et soutenir les entreprises qui investissent dans la transition.

Nous voulons mobiliser le monde financier au service de la transition

L'argent public doit préparer l'avenir. Chaque franc investi par le canton doit contribuer à une économie plus résiliente, plus sobre et créatrice d'emplois.

L'industrie financière doit participer à la transition en investissant pour le futur.

Nous voulons faire de la transition un moteurs d'emplois

La rénovation des bâtiments, les énergies renouvelables, les nouvelles technologies peuvent créer des milliers d'emplois. Nous voulons former les travailleuses et les travailleurs de demain, soutenir les reconversions et faire de notre canton le leader de l'économie durable.

4 Mobilité

Nous voulons un mobilité en transports publics desservant tout le territoire

La mobilité collective doit être une alternative crédible et confortable au transport individuel motorisé. Pour cela, il faut assurer des cadences adéquates sur tout le territoire. Il faudra pour cela s'assurer que la Confédération ne laisse pas tomber les territoires périphériques au nom de la rentabilité et il faudra investir pour des transports publics attractifs et fréquents, en plus d'être à un prix abordable.

Nous voulons développer la mobilité active à l'intérieur et à l'extérieur des agglomérations

En plus du développement des transports publics, il est impératif de donner enfin au vélo et à la marche la place qu'ils méritent dans le système de mobilité. Les routes doivent être d'abord pensées pour les piéton·ne·s et les cyclistes avant d'être imaginées pour les automobilistes. Il faut un plan cantonal piéton et connecter enfin les itinéraires cyclables de tout le canton.

La mobilité cycliste n'est aujourd'hui plus une mobilité de loisir; le vélo est désormais un moyen de transport et doit être pris en compte comme tel.

Nous voulons électrifier la mobilité individuelle et réduire le nombre de véhicules par des mesures d'aménagement du trafic (covoiturage, car-sharing, p+r, etc.)

La mobilité individuelle motorisée devrait être réduite au minimum et les alternatives à une possession individuelle de véhicule doivent être largement développées. Pour cela, une vraie stratégie cantonale de covoiturage et de car-sharing est nécessaire. A laquelle s'ajoute l'électrification du parc automobile en imposant la pose de bornes de chargement dans les immeubles loués ainsi qu'en augmentant les taxes pour les véhicules les plus polluants.

5 Santé

Nous voulons faire de la médecine de proximité le socle du système de santé

La médecine de famille et les soins de proximité constituent la première ligne de notre système de santé. Ils permettent de prévenir, d'accompagner les maladies chroniques, de favoriser le maintien à domicile et de répondre rapidement aux besoins de la population.

Il faut donc :

- renforcer la médecine de famille et les soins infirmiers de proximité ;
- développer les maisons de santé et les cabinets pluridisciplinaires ;
- soutenir l'installation de professionnel·le·s dans les régions sous-dotées;
- améliorer la coordination entre médecine de famille, soins à domicile, pharmacies, hôpitaux et autres professionnel·le·s de santé ;
- développer une planification sanitaire davantage fondée sur les besoins des territoires.

Des soins proches des lieux de vie permettent aussi de limiter les déplacements et de renforcer la résilience du système sanitaire.

Nous voulons prévenir plutôt que guérir

Notre environnement influence directement notre santé. Qualité de l'air, mobilité, alimentation, activité physique, bruit, espaces verts ou encore exposition aux fortes chaleurs doivent devenir des dimensions centrales de la politique sanitaire.

Nous voulons renforcer la prévention tout au long de la vie, notamment en matière de santé mentale, d'addictions, d'alimentation et d'activité physique, et

mieux intégrer la santé dans les politiques climatiques et d'aménagement du territoire.

La transition écologique doit aussi devenir une politique de prévention et de promotion de la santé.

Nous voulons garantir un droit à la fraîcheur

Avec le réchauffement climatique, les épisodes de fortes chaleurs vont devenir plus fréquents et plus intenses. Pouvoir se protéger de la chaleur devient un véritable enjeu de santé publique.

Nous voulons garantir un droit à la fraîcheur, notamment en :

- végétalisant les villes, villages, écoles et établissements sanitaires ;
- développant des îlots et refuges de fraîcheur accessibles à la population ;
- renforçant l'ombrage et la présence de l'eau dans les espaces publics ;
- adaptant les bâtiments, notamment les écoles, EMS et établissements de santé ;
- intégrant systématiquement la lutte contre les îlots de chaleur dans l'aménagement du territoire ;
- renforçant les plans canicule cantonaux et communaux.

Nous voulons permettre de bien vieillir dans un canton qui se réchauffe

Le vieillissement de la population doit être anticipé dans notre politique sanitaire. Les seniors sont particulièrement vulnérables aux fortes chaleurs, à l'isolement et à la perte d'autonomie.

Nous voulons favoriser un vieillissement en bonne santé et permettre de rester autonome le plus longtemps possible.

Cela implique de :

- renforcer les soins à domicile et la médecine de proximité ;
- prévenir la perte d'autonomie et l'isolement ;
- développer des quartiers adaptés aux seniors, avec ombrage, bancs, espaces verts et services accessibles à pied ;
- adapter les logements et favoriser les habitats intergénérationnels ;
- renforcer la protection et l'accompagnement des personnes âgées lors des canicules.

Nous voulons faire du canton de Vaud un territoire pionnier d'une santé publique adaptée au changement climatique.

6 Justice sociale et égalité

Nous voulons garantir l'accès aux droits sociaux

- Simplifier et automatiser l'accès aux prestations pour lutter contre le non-recours.
- Développer des démarches administratives accessibles et compréhensibles.
- Renforcer l'accompagnement social de proximité et mieux coordonner les prestations.

Nous voulons faire du logement un pilier de la lutte contre la précarité

- Renforcer l'offre de logements abordables et d'utilité publique.
- Prévenir les expulsions et développer une stratégie cantonale contre le sans-abrisme.
- Renforcer la prévention du surendettement et les solutions de logement accompagné.

Nous voulons combattre les discriminations et les LGBTIQphobies

- Doter le plan d'action vaudois LGBTIQ+ d'un véritable budget pour la prévention, le soutien aux victimes, la formation et le suivi des discriminations.
- Développer une offre de santé inclusive et former les professionnel·le·s des institutions sanitaires publiques et parapubliques aux réalités LGBTQIA+.
- Garantir des écoles inclusives : formation des professionnel·le·s, lutte contre le harcèlement, respect du prénom et pronom d'usage des élèves trans et non binaires, soutien aux associations.
- Prendre en compte les discriminations multiples, notamment celles vécues par les personnes LGBTIQ+ en situation de handicap : accessibilité, lutte contre le validisme et respect de l'autodétermination.

Nous voulons faire du canton un territoire réellement inclusif pour les personnes en situation de handicap

- Doter le canton de Vaud d'une véritable politique cantonale du handicap.
- Rendre accessibles les bâtiments, transports, espaces et prestations publics.
- Favoriser l'accès au marché ordinaire du travail, à la formation et au logement autonome.
- Associer systématiquement les personnes concernées aux décisions selon le principe « Rien sur nous sans nous ».

Nous ne voulons laisser personne au bord du chemin

- Prévenir les ruptures de parcours des jeunes et favoriser l'accès à la formation et à l'emploi.
- Garantir l'accès aux prestations essentielles des personnes migrantes ou sans statut légal.
- Lutter contre l'isolement des seniors et renforcer les solidarités de proximité.
- Développer des politiques sociales qui privilégient l'autonomie et la participation plutôt que l'assistance.

Pour ce faire, nous nous engageons à réaliser les mesures concrètes suivantes:

Agriculture

1. Assurer la **transition écologique de notre agriculture cantonale** vers une production indigène plus diversifiée et adaptée aux nouvelles conditions climatiques.
2. Assurer une **gestion de l'eau équitable** mais aussi économe.
3. Garantir le maintien d'**exploitations à taille humaine** et lutter contre la concentration de fermes.
4. Soutenir les **petits élevages locaux** respectueux du bien-être animal et de l'environnement.
5. Assurer la mise en œuvre des avancées agronomiques de nos centres d'études en investissant dans l'**accompagnement aux exploitations**.

Climat / biodiversité

1. Création d'un fonds visant à financer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la **décarbonation de la société vaudoise**, notamment le secteur des bâtiments et celui de la mobilité.
2. Mise en place d'un **plan cantonal d'adaptation** au réchauffement climatique, axé sur la végétalisation, la désimperméabilisation des sols et la protection des plus vulnérables via la garantie de fraîcheur dans les EMS, garderies, hôpitaux et écoles notamment.
3. Application de l'accord de Montréal sur la biodiversité, avec **protection d'au minimum 30% du territoire vaudois** et restauration des milieux naturels dégradés, avec une attention particulière aux tourbières et milieux humides, qui sont des puits de carbone naturels.

4. Application des principes de l'**économie circulaire**, avec un **moratoire sur les nouvelles carrières, gravières et décharges** tant qu'une loi d'application des principes constitutionnels votés en 2025 n'est pas entrée en force.

Pouvoir d'achat

1. Rénover à taux 0%; Le Canton garantit des **prêts sans intérêt pour les rénovations énergétiques**: isolation, fenêtres, chauffage renouvelable, solaire, etc. L'objectif est que le manque de liquidités ne soit plus un obstacle à la rénovation.
2. Introduire un système strict de **contrôle des loyers après travaux** afin d'éviter que les locataires soient les perdants de la transition écologique.
3. Imposer des **quotas cantonaux de logements d'utilité publique** afin d'assurer que les jeunes puissent vivre là où ils ont grandi sans être freinés par une hausse sans fin des loyers.
4. Mettre en œuvre un véritable **revenu de transition écologique** et réintégrer les chômeurs longues durées dans les emplois de la transition énergétique notamment.
5. **Bannir tout investissement nocif pour le climat** de toutes les entités possédées ou contrôlées par l'Etat d'ici 2030.

Mobilité

1. Introduire un **abonnement de transports publics à 500.- par an** à travers tout le canton.
2. Développer un programme d'investissement ambitieux pour le **développement des infrastructures ferroviaires dans tout le canton**, en particulier sur l'axe Lémanique
3. Développer des connexions ferroviaires **internationales au départ de Lausanne**, notamment pour la France et l'Italie
4. Développer les **plans de mobilité cantonaux**

Santé

1. Développer des **maisons de santé pluridisciplinaires** dans les régions sous-dotées.
2. **Soutenir l'installation de médecins de famille** et de professionnel·le·s de santé là où les besoins sont les plus importants.

3. Développer des collaborations entre canton et communes autour de la prévention et de la **santé de proximité**.
4. Adopter une **stratégie cantonale du droit à la fraîcheur**.
5. **Intégrer les enjeux climatiques dans la planification sanitaire** et les investissements dans les infrastructures de santé et notamment soutenir la **transformation écologique des établissements sanitaires** afin de réduire leur consommation d'énergie et leur empreinte environnementale.
6. Développer des **politiques de prévention** adaptées aux différentes étapes de la vie.

Justice sociale

1. **Simplifier et automatiser l'accès aux prestations** pour lutter contre le non-recours.
2. Prévenir les expulsions et développer une **stratégie cantonale contre le sans-abrisme**.
3. Doter le **plan d'action vaudois LGBTIQ+ d'un véritable budget** pour la prévention, le soutien aux victimes, la formation et le suivi des discriminations.
4. Développer une **offre de santé inclusive** et former les professionnel·le·s des institutions sanitaires publiques et parapubliques aux réalités LGBTQIA+.
5. Garantir des **écoles inclusives** : formation des professionnel·le·s, lutte contre le harcèlement dans et hors de la classe, et au respect du prénom et pronom d'usage des élèves trans et non binaires, soutien aux associations.
6. Doter le canton de Vaud d'une **véritable politique cantonale du handicap**.
7. **Lutter contre l'isolement des seniors** et renforcer les solidarités de proximité.
8. Renforcer la **lutte contre les violences sexistes et sexuelles** en formant tous les acteurs de la chaîne pénale et judiciaire à ces questions.